



RÉUNION DE LA COMMISSION POLITIQUE DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE

Fiche synthèse

ACTIVITÉ	<ul style="list-style-type: none">- Activité de la Section du Québec de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)- Addis-Abeba (Éthiopie)- 10 et 11 avril 2017
PARTICIPANT	<ul style="list-style-type: none">- M. André Drolet, député de Jean-Lesage, vice-président et rapporteur de la Commission politique de l'APF.
CONTEXTE	<ul style="list-style-type: none">- La Commission politique est l'une des quatre commissions permanentes de l'APF. Les commissions se réunissent deux fois par année, soit une fois à la veille de la Session de l'APF et à une deuxième occasion pour une réunion intersessionnelle. Au cours de cette réunion, les stratégies sont élaborées, les activités sont planifiées et les rapports sont étudiés avant leur présentation à la Session.- La Commission politique examine les questions politiques, l'État de droit dans le monde francophone, les rapports avec les institutions francophones, les orientations générales de l'Assemblée ainsi que les questions juridiques relatives au règlement et à ses dispositions d'application.- La réunion s'est tenue au siège de l'Union africaine.
THÈMES	<ul style="list-style-type: none">- Actualité politique et parlementaire des sections de l'APF- Les situations politiques dans l'espace francophone- La légalisation de la marijuana- La lutte contre le radicalisme religieux- Le terrorisme dans l'espace francophone- Démocratie parlementaire et révision du processus de vigilance démocratique de l'APF.
OBJECTIFS ET ENJEUX	<ul style="list-style-type: none">- Informer les participants des principaux événements de l'actualité politique et parlementaire québécoise.- Présenter le point de vue de la section québécoise de l'APF sur les questions politiques, d'État de droit et de démocratie dans le monde francophone.- Sensibiliser les parlementaires aux enjeux liés au radicalisme religieux, au rôle capital des parlementaires dans ce domaine et aux actions qui peuvent être posées à cet égard.

- OBJECTIFS ET ENJEUX (SUITE)**
- Présenter la position de la Section du Québec relativement à la révision du processus de vigilance démocratique de l'APF et des mécanismes de sanction.
 - Contribuer au rayonnement de la société québécoise au sein de l'espace francophone.
- COMMENTAIRES/CONCLUSIONS**
- À l'invitation du Secrétariat de l'APF, en collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et sous la présidence du sénateur français, M. Jacques Legendre, une trentaine de parlementaires, représentant 22 parlements et institutions de l'espace francophone, ont participé à cette réunion de la Commission politique. Il s'agissait de la première réunion organisée par l'APF au siège de l'Union africaine.
 - Le député de l'ANQ a présenté une revue de l'actualité politique et parlementaire québécoise depuis la dernière réunion de la commission en juillet 2016. Il a notamment fait état des enjeux socio-économiques et environnementaux qui concernent le Québec.
 - Le député de l'ANQ a présenté son projet de rapport sur le thème de la lutte contre le radicalisme religieux. Le rapport, qui a été complété avec les réponses au questionnaire envoyé aux Sections, a été très bien reçu par les membres de la commission. Cette version enrichie fait notamment état des différentes mesures prises par les sections de l'APF en matière de prévention et de lutte à la radicalisation menant à la violence. Le questionnaire sera diffusé à nouveau afin de permettre aux Sections qui n'ont pas répondu lors du premier envoi puissent le faire afin de contribuer au rapport et ainsi le bonifier.
 - L'étude des diverses situations politiques dans l'espace francophone a donné lieu à l'adoption de déclarations, notamment sur la situation en Syrie, en République centrafricaine, au Burundi, en République démocratique du Congo, au Liban et sur les attaques perpétrées en Égypte à la veille de l'ouverture des travaux. La suspension de la Section syrienne et la mise sous observation à titre préventif de la Section burundaise ont été maintenues.
 - L'étude des situations politiques dans l'espace francophone a amené la Commission à s'interroger sur le rôle et l'apport des missions de paix onusiennes présentes dans plusieurs pays africains et la perception des populations locales de ces dernières. Les parlementaires ont convenu de mettre en place un groupe de travail pour analyser davantage cet enjeu.
 - La réunion de la Commission a aussi été l'occasion pour les parlementaires d'échanger sur le projet de révision des mécanismes de vigilance démocratique de l'APF. Les délégués de la Commission ont retenu le projet proposé qui, en conséquence, sera présenté aux membres du Bureau de l'APF lors de sa réunion de juillet 2017.

COMMENTAIRES/CONCLUSIONS (SUITE) - Le député de l'ANQ a pu s'enquérir des différents rapports à l'étude et des enjeux qui font l'objet de débats à la Commission politique (légalisation de la marijuana, lutte contre la peine de mort et l'adhésion à la Cour pénale internationale).

COÛT	Repas	185,00 \$
	Hébergement	985,69 \$
	Transport ¹	6 313,78 \$
	Interprétation	0,00 \$
	Autres ²	332,25 \$
	Total	7 816,72 \$

¹ Peut inclure des coûts de transport aérien et terrestre, pour se rendre sur les lieux de la mission et sur place, ainsi que des frais de stationnement.

² Peut inclure des frais d'inscription, de bagages, de visa et passeport, de vaccin et médicaments, de communication, des frais liés à une variation du taux de change et d'autres frais inhérents.